Séance publique du 22 janvier 2001

Délibération n° 2001-6229

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commission (s) consultée (s) pour information : finances et programmation

objet : **Chef de projet pour l'accueil des gens de voyage et les foyers de jeunes et de travailleurs migrants - Demande de subvention**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des politiques d'agglomération - Mission habitat

Le Conseil,

Vu le rapport du 17 janvier 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le nouveau contrat de ville, conclu pour la période 2000-2006, prévoit de mener des actions spécifiques en faveur des foyers de jeunes et de travailleurs migrants, d'une part, de l'accueil des gens du voyage, d'autre part. Afin d'assurer la mise en œuvre des actions nécessaires, l'Etat et la Communauté urbaine ont l'intention de créer un poste de chef de projet.

Les foyers de travailleurs migrants et les foyers de jeunes travailleurs sont confrontés à une évolution importante de leur clientèle, notamment en direction de populations très démunies. Parallèlement, les conditions d'hébergement offertes sont souvent obsolètes : il convient donc de faire évoluer l'offre de logement et de services aux résidents vers des formes plus favorables à une bonne insertion urbaine, en bénéficiant des avantages du statut de résidence sociale.

Concernant les gens du voyage, le faible nombre d'aires d'accueil disponibles dans l'agglomération lyonnaise conduit à des installations spontanées qui génèrent de nombreux problèmes avec les propriétaires des terrains et les riverains. Il convient donc, dans le cadre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage, de développer l'offre d'aires d'accueil, tant pour les gens de passage que pour les familles sédentarisées ou en cours de sédentarisation. En raison de la dimension d'agglomération de ce problème, la Communauté urbaine devrait contribuer, aux côtés de l'Etat et du Conseil général, à un programme d'actions à court terme et des solutions à long terme. Sa participation financière serait orientée principalement vers les actions à conduire qui relèvent de ses compétences et qui auraient un caractère intercommunal.

Par sa délibération n° 2000-5756 en date du 25 septembre 2000, le Conseil a décidé que le chef de projet serait recruté à l'indice 800, correspondant à un coût total pour la Communauté urbaine de 395 597,06 F par an.

Ce poste de chef de projet serait financé par l'Etat et la Communauté urbaine pour la durée du contrat de ville. La subvention de l'Etat s'élève à 50 % du montant.

Pour l'année 2001, ces montants seraient respectivement de :

- Etat : 197 798,53 F
- Communauté urbaine : 197 798,53 F

Dans le cas où la subvention de l'Etat serait différente des montants prévisionnels estimés, la participation de la Communauté urbaine serait ajustée en conséquence. En ce qui concerne la Communauté urbaine, ces dépenses seraient incluses dans la masse salariale ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération n° 2000-5756 en date du 25 septembre 2000 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ,

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à solliciter auprès de l'Etat la subvention correspondante à la création d'un poste de chef de projet pour l'accueil des gens du voyage et pour les foyers de jeunes et de travailleurs migrants et ce, au taux maximum.

2° - La dépense pour l'année 2001, évaluée à 395 597,06 F, sera prélevée sur les crédits à prévoir au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 641 310 - fonction 824 .

3° - La recette pour l'année 2001, évaluée à 197 798,53 F, sera inscrite sur les crédits à prévoir au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2001 - compte 641 900 - fonction 824.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,